

## *Ordonnances, état d'urgence, guerres*

**SE MOBILISER, S'ORGANISER ET LUTTER  
POUR ABATTRE LE CAPITALISME**

*Dans ce numéro*

p. 4 La France Insoumise

p. 8 La lutttes des Toray

p. 12 La révolution russe

p. 6 Guyane, une victoire

p. 9 Le protectionnisme

p. 14 Le Venezuela

## **SE MOBILISER, S'ORGANISER ET LUTTER POUR ABATTRE LE CAPITALISME !**

Depuis des décennies, la bourgeoisie mobilise toutes ses ressources pour réduire les droits que les travailleurs ont gagné à travers de grandes luttes durant un siècle. Après la révolution d'octobre de 1917, le pouvoir des soviets a donné un nouvel élan aux mouvements anticapitaliste et anti-impérialiste, à la lutte des prolétariats et travailleurs de chaque pays. Ils se sont organisés, mobilisés et ont remporté de grandes victoires. En France en 1936, 45-47, 1968 ...etc. la journée de 8h, les congés payés, la retraite, le droit syndical. La plupart de ces droits consignés dans le code du travail, sont le fruit de la lutte de longue durée de la classe ouvrière. A chaque moment crucial de la lutte, l'Etat n'a pas hésité à utiliser la répression, les humiliations, l'interdiction des organisations politiques et syndicales des prolétaires... afin de préserver les intérêts de la bourgeoisie monopoliste impérialiste.

Sans s'organiser, les travailleurs n'auraient jamais pu gagner une seule lutte. La bourgeoisie sait très bien que, tant que la classe ouvrière est divisée, tant qu'elle n'a pas pu réaliser l'unité dans l'action, elle ne peut résister à ces offensives.

Depuis 1995, des luttes ouvrières importantes ont eu lieu : 2003, 2005, 2007, 2010 et 2016. Sans compter d'autres grandes luttes dans divers secteurs de la société comme la lutte des travailleurs sans-papiers. Elles ont montré la force potentielle que possède la classe. Ces luttes n'ont pas seulement défendu les acquis existants, mais ont eu un retentissement important en France et au niveau international. Sans ces luttes, aussi limitées qu'elles le furent dans leurs objectifs et leur organisation, la classe aurait longtemps perdu face aux remises en cause de ses droits.

Cette longue expérience interpelle les militants combattifs et les plus conscients de la classe et les communistes : COMMENT DEPASSER LE NIVEAU DE LUTTE ATTEINT AUJOURD'HUI ? COMMENT ETABLIR UN RAPPORT DE FORCE FAVORABLE AUX TRAVAILLEURS ?

Pour donner une réponse à ces questions, il faut bien être conscient que dans la situation actuelle des batailles parcellaires, isolées peuvent être gagnées. Mais pour que les travailleurs passent à l'offensive, un rapport de force favorable face à la bourgeoisie ne peut pas s'obtenir d'un coup, en une seule fois, même par une lutte aussi dure et générale que possible. Il est des combats qu'il faut mener avec persévérance :

- Pour battre en brèche les positions de certains syndicats qui entretiennent la division des travailleurs et collaborent avec le patronat. Il faut combattre les illusions sur le prétendu « dialogue social » et les « vertus » du syndicalisme d'accompagnement social.

- Pour construire un rapport de force extraparlémentaire suffisamment puissant pour que son pouvoir soit menacé. C'est ainsi que cela s'est toujours passé, en 1936, en 1945 et en 1968. Ce ne sont pas les parlements qui ont spontanément accordé aux ouvriers

leurs conquêtes sociales, ce sont les luttes massives de la classe ouvrière. Il en sera de même aujourd'hui, alors que la bourgeoisie veut revenir en arrière sur les conquêtes sociales.

La bourgeoisie, par son action au gouvernement avec l'appui des organisations patronales, essaie toujours de diviser pour mieux régner, en empêchant que les travailleurs agissent unis en tant que CLASSE. Les lois qui ont été adoptées depuis plusieurs années et celles qui vont être promulguées ont un double objectif :

Affaiblir et désorganiser les syndicats dans les entreprises et affaiblir la capacité de résistance contre ses prétentions de supprimer les droits acquis depuis un siècle.

Alors en face de cette situation, les travailleurs combattifs et les communistes ont deux tâches dépendantes l'une de l'autre à réaliser : réorganiser leurs forces au-delà des luttes de résistance aux attaques



du pouvoir du capital et participer à ces luttes pour faire reculer le gouvernement et le MEDEF. Les mouvements de ces dernières décennies ont révélé la faiblesse de la conscience politique des travailleurs accentuée par une vague de dépolitisation. Aujourd'hui, la classe ouvrière est orpheline du Parti qui seul peut permettre une conscience de classe et l'élever au niveau d'une véritable conscience anticapitaliste.

Les ouvriers et les autres couches de travailleurs ont toutes les raisons pour se rassembler et mobiliser leurs forces pour affronter les attaques actuelles du patronat et de l'Etat capitaliste ainsi que celles qui vont venir. L'objectif immédiat sera de contrecarrer la loi de révision du code du travail. Cet objectif est capital, et les militants du ROCML se mobiliseront avec les travailleurs pour empêcher le pouvoir politique d'atteindre ses objectifs nuisibles aux travailleurs et faire progresser la conscience politique des travailleurs.

Mais le mouvement ouvrier ne peut limiter son combat aux seules revendications économiques et sociales. Il ne peut oublier l'objectif révolutionnaire d'arracher durablement le pouvoir économique et politique à la bourgeoisie et à ses partis. Le mouvement ouvrier doit créer ses propres institutions politiques, de nouveaux rapports sociaux pour s'affranchir définitivement de l'exploitation capitaliste.

Là encore l'existence d'un parti révolutionnaire porteur du programme de la classe ouvrière pour renverser le capitalisme et construire une autre société socialiste est indispensable.

**Mobilisons-nous pour l'abrogation des lois anti-ouvrières : ordonnances de Macron, lois El Khomri !**

**Plutôt qu'aménager le capitalisme, il faut abattre !**

## Un million contre des licenciements ?

**Sous le capitalisme, l'appauvrissement de la majorité fait la richesse de quelques-uns !**

Le cas de Muriel Pénicaud, la ministre du travail de Macron, est tellement représentatif de ce gouvernement. Cette commis du grand capital, ancienne DGRH de Danone, a touché plus d'un million d'euros de plus-value sur des stock-options qu'elle a reçu après avoir annoncé un plan de licenciement. 900 personnes ont été licenciées et la ministre non pas du travail mais du patronat a profité d'être à la tête de l'entreprise Danone pour s'enrichir personnellement. Le malheur de la majorité fait comme toujours le bonheur de quelques-uns, dans une société où la majorité travaille pour que s'enrichisse une minorité de capitalistes.

Voilà donc au travers de Muriel Pénicaud le visage du capitalisme et de l'Etat qui le sert. Les dirigeants de ce gouvernement ne servent que les intérêts des monopoles et du patronat. Les ordonnances mises en place par cette ministre vont dans ce seul sens : détruire les droits et acquis des travailleurs pour augmenter encore les profits des grandes entreprises et enrichir des commis comme Pénicaud, Macron... Pour mettre en place les ordonnances, elle touchera sûrement une « prime » bien plus importante de la part de la bourgeoisie française, pour services rendus à la « nation », Oups ! Au capitalisme faudrait-il dire !

Contrairement à la propagande faite sur cette ministre, Muriel Pénicaud n'a rien à voir avec le monde du travail. Rien de bon ne peut venir de ce gouvernement et c'est pour cela qu'il faut engager la lutte. Refusons la négociation et le pseudo « dialogue social ». S'organiser dans nos entreprises, au travers des syndicats et se mobiliser contre les mesures anti-ouvrières qui se préparent reste la seule solution. **Cette corruption, que les lois n'interdisent pas malgré une prétendue « moralisation de la politique », existera tant que le pouvoir capitaliste sera maintenu en France : regardez Bayrou, Macron lui-même, etc. C'est ce système qui corrompt notamment les hommes politiques pour qu'ils répondent à leurs intérêts particuliers. Il faut donc aussi s'organiser pour instaurer un système politique répondant aux besoins des travailleurs, le socialisme, seule possibilité de créer un gouvernement des travailleurs, représentant leurs intérêts !**

## Elle a osé le dire !

*« On a un code du travail, qui, en gros, n'est fait que pour embêter 95% des entreprises et sanctionner les 5% qui ne se conduisent pas dans les règles. »*

**Muriel Penicaud**

**DEHORS  
les ennemis du peuple !**



## FACE AUX ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE, LA FRANCE INSOUmise DIFFUSE DES ILLUSIONS !

Avec l'élection d'Emmanuel Macron à la tête de l'Etat, c'est une nouvelle étape qui est franchie pour mettre en place une nouvelle offensive contre les acquis et les conditions de vie des salariés. Le mouvement ouvrier, qui s'est mobilisé en 2016 contre la loi El Khomri, va encore devoir batailler ferme pour empêcher les ordonnances Macron d'être appliquées. Dominé par les idées réformistes dans les revendications syndicales comme dans la lutte politique, le mouvement ouvrier ne dispose pas actuellement des outils pour vaincre le gouvernement Macron, bien disposé de son côté, à mener la guerre de classe(1).

Mélenchon, la France Insoumise et le PCF ne sont pas la direction politique qu'il faut au mouvement ouvrier pour vaincre l'offensive du capital. Ce n'est pas pour rien que depuis qu'il n'existe plus de parti communiste digne de ce nom en France, le mouvement ouvrier n'a subi que des défaites. Pourquoi le réformisme mène-t-il les travailleurs à la défaite ?

### ***Le réformisme ne propose aucune analyse politique et critique du capitalisme-impérialiste.***

Du côté économique, il ne se borne qu'à la critique des excès et de certaines politiques du système capitaliste mais ne condamne pas ce système dans son ensemble : « Nous adapterons désormais le système aux êtres humains et non plus l'inverse »(2). Adapter le capitalisme et non pas renverser et détruire ce système qui est basé sur la propriété privée des entreprises ne peut amener qu'à l'enrichissement d'une minorité d'individu au détriment d'une large majorité de la société, voilà le mot d'ordre de la France Insoumise. Bien entendu, ce point de vue ne permet pas de comprendre la crise du capitalisme et son fonctionnement. Pour Mélenchon, la crise n'est pas celle du système capitaliste mais est due à la politique de l'Offre et au pouvoir des actionnaires. Ainsi, une autre politique serait possible. Bien entendu, une alternative est possible mais pas dans le cadre de ce système. Et Mélenchon a faux sur toute la ligne. Le capital français tente

de faire face à la crise et à ses concurrents en détruisant les conditions de vie et de travail des salariés afin de les rendre compétitifs face aux salariés chinois, allemands... L'objectif derrière est de maintenir les profits des grandes entreprises françaises. Celles-ci n'agissent pas par méchanceté envers les salariés mais parce que sous le capitalisme, pour qu'une entreprise survive et se développe, il faut qu'elle réalise des profits, les plus élevés possibles face à ses concurrents. Aucune politique ne peut donc empêcher le capitalisme de se restructurer dans ce sens. Au contraire, en faisant croire qu'il existerait une autre politique possible dans le cadre du capitalisme français, la France Insoumise maintient des illusions et empêche l'émergence d'un front anticapitaliste, qui veuille organiser les travailleurs pour contrer l'offensive du patronat par un puissant rapport de force.

**Au point de vue international, Mélenchon ne fait pas une critique fondamentale de la politique menée par la France que nous qualifions, nous les communistes, d'impérialiste.** Au contraire, la France Insoumise par la voix d'A. Corbières est venue au secours de l'armée et du général De Villiers estimant que « les conséquences de l'austérité sur l'armée sont intolérables. Le « coup de gueule » du général de Villiers est légitime »(3). Ce que ne disent pas nos apprentis militaristes, c'est que ces 850 millions d'économies se font sur des équipements militaires de combat offensif, c'est-à-dire sur du matériel servant aux interventions militaires. De plus, Macron ne renonce pas à porter à 2 % du PIB le budget des armées et de la « Défense ». La question que tout travailleur doit se poser est plutôt à quoi sert ce budget de l'armement ? Bien entendu, à cela le pâle imitateur de Jean Jaurès qu'est JL Mélenchon ne répond pas. Il n'explique pas pour quelle raison l'armée française intervient à l'extérieur. Si dans son programme la FI dit vouloir mettre fin à la Françafrique, elle ne revendique pourtant pas la fin des interventions françaises en Afrique et la fermeture de toutes ses bases sur ce continent (4). Au contraire, A. Corbières apporte son soutien au général De Villiers, ce représentant de tout ce que la France a de réactionnaire et d'impérialiste. Issu d'une famille de la noblesse et frère du politicien raciste et islamophobe Phi-

lippe de Villiers, le général de Villiers a commandé les troupes françaises partout où elles sont allées semer la mort pour augmenter leurs précarrés économique et stratégique : le Kosovo, l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, la Centrafrique, le Mali, les pays du Sahel...(5) Et à l'intérieur du pays ? La FI soutient-elle le maintien de l'état d'urgence et la militarisation de la société ? La vague de répression contre les mouvements ouvriers et démocratiques est aussi à lier à la place de plus en plus centrale qu'occupe l'armée dans la société. Plutôt que de dénoncer le rôle de cet instrument pour l'Etat capitaliste-impérialiste, Mélenchon ne fait que tromper les gens et attiser leur chauvinisme et nationalisme. L'intérêt des travailleurs est pourtant de dénoncer l'utilisation des armées pour l'intérêt économique et stratégiques des grandes entreprises et de l'Etat capitaliste, au détriment des peuples d'Afrique et d'Asie. Plutôt que dénoncer une petite baisse du budget des armées, les communistes dénoncent le manque d'argent pour l'éducation, la santé, la culture. Plus de 4 milliards d'euros d'économie sont prévus sur la santé en 2018 par rapport aux estimations des besoins réels(6).

**Enfin, au point de vue politique, La FI fait l'erreur opportuniste classique mais inacceptable sur l'Etat et la prise du pouvoir.** En effet, Mélenchon estime que l'Etat est au-dessus des classes sociales et qu'il peut être conquis au moyen des élections afin de mettre en place une politique favorable aux travailleurs. C'est absolument faux et répandre de telles idées, c'est entretenir des illusions sur l'Etat. Comme l'expliquaient K. Marx et Lénine, « *L'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre ; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes* »(7). « *Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'Etat pour le prolétariat en régime capitaliste, mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans la république bourgeoise la plus démocratique* »(8). Il est bien vrai que dès que les salariés se révoltent, ils sont ramenés à la légalité bourgeoise ou réprimés violemment pour avoir osé revendiquer des mesures « plus justes ». Le mouvement contre la loi El Khomri a montré que le pouvoir bourgeois n'avait rien d'autre à proposer

que la force aux manifestants. La démocratie n'était pas réelle pour l'immense majorité des salariés mais simplement au service des patrons. Même dans un rapport de force favorable pour les travailleurs, les moments favorables pour obtenir des acquis sous le capitalisme sont faibles et nécessitent une force politique très organisée et souvent révolutionnaire : en 1936, en 45 et en 68. Contrairement à ce qu'affirment les réformistes, la tête de l'Etat ne peut pas être conquise par les élections car la domination économique, politique et militaire de la bourgeoisie est trop forte. Pour instaurer un pouvoir ouvrier et populaire, il faut un parti qui organise les travailleurs et qui lutte pour renverser définitivement le pouvoir économique et politique du capital. Pour cela, la voie électorale est impossible : elle est illusoire.

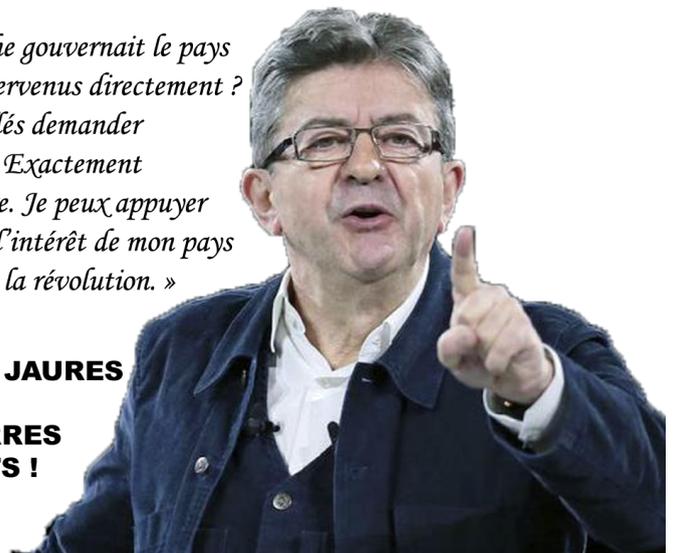
- (1) Il suffit de voir les mesures répressives avec la re prolongation de l'état d'urgence, les répressions de diverses manifestations : à Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires, à Bordeaux contre un local antifasciste, dans les divers rassemblements du front social...
- (2) Généreux J., Les bonnes raisons de voter Mélenchon, Les liens qui libèrent, Paris, 2016, 174 p., p. 55.
- (3) « Budget des Armées: Le général de Villiers sera reçu vendredi par Emmanuel Macron », 20 minutes, 16 juillet 2017
- (4) <https://avenirencommun.fr/livret-garde-nationale-defense/>
- (5) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre\\_de\\_Villiers\\_\(militaire\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_de_Villiers_(militaire))
- (6) « Santé : plus de 4 milliards d'économies en 2018 », Les Echos, 27/06/2017.
- (7) Lénine, L'Etat et la révolution, Editions sociales, Paris, 1975, p. 12.
- (8) Idem, p. 30.

### **Quand Mélenchon soutenait Sarçoy dans la guerre en Libye**

*« Si le Front de gauche gouvernait le pays [...] serions-nous intervenus directement ? Non. Nous serions allés demander à l'ONU un mandat. Exactement ce qui vient de se faire. Je peux appuyer une démarche quand l'intérêt de mon pays coïncide avec celui de la révolution. »*

### **ASSEZ DU FAUX JAURES**

**LEURS GUERRES  
NOS MORTS !**



# Lutte des classes

## **En Guyane: UN MOUVEMENT EXEMPLAIRE POUR LA CLASSE OUVRIERE**

Après 5 semaines de grèves, manifestations et blocages, le collectif d'organisations guyanaises qui menait la contestation a signé un accord historique le 21 avril 2017 avec l'État français, portant sur près de 3 milliards d'euros (même si une bonne partie dépendra du bon vouloir du prochain gouvernement). C'est une victoire incontestable qui apporte la satisfaction partielle des revendications de la population dans les domaines de la santé et de l'éducation : l'hôpital de Kourou va devenir public, un CHU va être construit et des services manquants devraient ouvrir en différents points du territoire. De même dans l'éducation, des constructions attendues depuis des années vont enfin trouver des financements, dont le lycée de Maripasoula.

Comment en est-on arrivé à cette situation ? Quelles sont les causes de contestation ? Quel devenir pour le peuple guyanais ?

### **La Guyane, entre héritage colonial et sous-développement**

Seul territoire français en Amérique du Sud, la Guyane a été colonisée et soumise à l'exploitation esclavagiste dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Les populations autochtones ont été soit exterminées soit repoussées dans la forêt amazonienne qui couvre la majorité du pays. Encore aujourd'hui les populations amérindiennes (moins de 5% de la population totale) représentent la part de la population la plus pauvre, dépossédée de ses terres (90% du département appartient à l'État) et de sa culture, et en proie à un taux de suicide inquiétant et largement supérieur à la moyenne nationale. Le gouvernement français laisse ces peuples dépérir à petits feux dans l'indifférence générale. La majorité de la population descend des esclaves africains « importés » en Guyane pour travailler dans les plantations de sucre, de café ou de cacao, remplaçant ainsi les populations indigènes décimées par les guerres, les maladies et le travail forcé.

La départementalisation de 1946 n'a fondamentalement pas changé la situation socio-économique de ces territoires coloniaux. L'économie de la Guyane, au même titre que celle des îles des Caraïbes ou de Polynésie, est à la fois dépendante des importations en provenance de la métropole, dominée en majorité par des descendants des anciens maîtres esclavagistes (qui de planteurs se sont reconvertis dans le commerce ou l'import-export, le secteur le plus rentable), marquée par la faiblesse de l'activité productive (aucune industrie, agriculture défaillante) et la surreprésentation de la fonction publique (près de la moitié de l'emploi). Au lieu d'apporter une quelconque « libération », la départementalisation et les subventions publiques n'ont fait que renforcer la dépendance de ces territoires à l'égard de la France pour rendre caduque tout velléité de revendication indépendantiste, tout en continuant de nourrir grassement une élite coloniale parasitaire qui vit de la cherté des denrées (les prix des produits alimentaires sont 45% plus élevés



qu'en métropole) ou des sur-rémunérations dans la fonction publique (40% de traitement en plus sans compter les primes).

En conséquence la population vit dans une misère qui ressemble à celle d'un pays du dit « Tiers-Monde ». En effet un certain nombre de services élémentaires ne sont pas assurés : 15% des Guyanais n'ont pas accès à l'eau, l'illettrisme est de 20%, le taux de chômage y est de 32,8% selon l'INSEE en 2015 (50% pour les jeunes), 60% des jeunes quittent le système scolaire sans diplômes soit 6 fois plus qu'en métropole, il y a 5 fois moins de médecins généralistes en Guyane qu'en métropole pour un même nombre d'habitants, etc. La vitrine du Centre spatial « guyanais » n'est qu'une façade trompeuse et dorée qui cache en réalité une situation sociale explosive. De plus ce site apporte peu à l'économie locale, il consomme la majorité de l'énergie produite sur place (au détriment de la population locale) et n'emploie en majorité que des métropolitains qui vivent en vase clos, déconnectés de la réalité guyanaise.

Cette situation sociale désastreuse est d'autant plus intolérable que la Guyane dispose de ressources importantes : une forêt primaire très riche en biodiversité, des métaux précieux (or notamment), des potentialités agricoles importantes, des réserves de pétrole offshore... Cependant ces ressources sont pillées selon des logiques prédatrices et destructrices pour l'environnement par les grands monopoles français (comme Total), tandis que l'État français se garde bien de développer les forces productives locales pour éviter toute revendication indépendantiste soutenu par le puissant voisin brésilien.

Aujourd'hui encore, on peut dire que la Guyane reste une colonie française, constat qui s'applique au reste des territoires d'Outre-Mer.

### **Le mouvement social guyanais de mars-avril 2017**

Dans ce contexte de sous-équipement, de coûts à la consommation exorbitants pour les produits du quotidien, l'annonce de la vente du centre médico-chirurgical de Kourou (pour un euro symbolique) suscite l'inquiétude de la population et a été l'un des éléments déclencheurs des grèves et des barrages routiers. Les protestations ont

commencé le 20 mars avec des barrages de grévistes d'EDF à Kourou. Des groupes se sont rassemblés sous la forme du collectif « pou la Gwiyan Dekolé », qui a formulé des demandes concernant l'éducation, la sécurité (la Guyane est le département de France le plus touché par la violence, le taux d'homicide est 12 fois supérieur à la moyenne nationale) ou la santé. Le 28 mars, plus de 10.000 personnes ont manifesté à Cayenne et ils étaient 4.000 à Saint-Laurent-du-Maroni, la deuxième commune du département. C'est énorme pour un département d'à peine 250.000 personnes. La grève générale a été effective à partir du 28 mars et a totalement bloqué le pays, portant un rude coup au Centre spatial de Kourou, « joyau » de l'État français.

À la pointe de la contestation se trouvait l'UTG (Union des travailleurs guyanais) dont le drapeau indépendantiste s'est imposé comme étendard du mouvement et symbole de l'unité du peuple guyanais dans la lutte contre l'État français. Sa signification est lourde de sens : Le vert et le jaune représentent les richesses du sol et du sous-sol, et l'étoile rouge l'orientation socialiste de la lutte anticoloniale.

Cela montre que le mouvement, malgré ses divisions et ses contradictions internes (comme la présence du MEDEF local, qui s'est très vite désolidarisé du mouvement lorsque celui-ci s'est radicalisé), avait une teinte politique marquée avec des désirs autonomistes ou du moins de prise en compte de la spécificité guyanaise, face à la cécité d'un État français qui ne reconnaît aucune diversité sur l'ensemble du territoire « national » selon le principe bourgeois de la République « une et indivisible ». Cependant nous sommes lucides sur le fait qu'il n'y a pas encore à l'heure actuelle une volonté majoritaire de la population à se séparer de la métropole de façon unilatérale. Bien au contraire c'est plus un désir d'intégration qui anime les populations locales qui veulent des équipements et des infrastructures pour rattraper le niveau de vie de métropole. La perspective d'une indépendance peut même effrayer du fait de l'absence de base productive et de la dépendance quasi-totale à l'égard des aides en provenance de France (la majorité de la population survit avec les minimums sociaux). La dépendance créée et renforcée par le système colonial rend la revendication indépendantiste, dans la tête des peuples d'Outre-Mer, illusoire voire même néfaste en ce qui concerne leurs intérêts immédiats.

De même il est vain de projeter sur ces territoires nos recettes toutes faites de métropole. Certaines organisations politiques comme Lutte Ouvrière ont critiqué l'absence de revendications ouvrières notamment en termes d'augmentations salariales :

*Il est frappant de constater que le cahier de revendications publié lundi 27 mars par les collectifs et signé du Collectif pour le décollage de la Guyane, le plus important, comporte une série de revendications concernant les agriculteurs, les Amérindiens, les enseignants, les transporteurs et bien d'autres, mais aucune ne concerne les travailleurs des entreprises. Il n'énonce aucune revendication ouvrière. Aucune augmentation de salaire, aucune revendication d'amélioration des conditions de travail n'y figure. (communiqué du 30 mars 2017.)*

Cela constitue un exemple parfait d'une vision mécaniste des luttes sociales. Plutôt que de tenir compte des spécificités locales du territoire (et d'essayer de les comprendre), notamment le manque criant d'infrastructures indispensables et vitales pour la vie des sociétés, on plaque dessus nos représentations de métropolitains quitte à commettre des contresens. Si les revendications ouvrières sont absentes, c'est d'une part à cause de la faiblesse numérique de la classe ouvrière (elle n'existe quasiment pas en Guyane du fait de l'absence d'industries), et d'autre part parce que des augmentations de salaires ne régleraient rien les problèmes du pays. La moindre revalorisation salariale entraînerait un surplus de consommation, donc des importations en hausse, au seul profit de la métropole et des supermarchés ! Elle serait aussi rapidement annulée par l'inflation et n'apporterait pas de solution pérenne au manque d'éducation, de santé et de sécurité dont souffre la Guyane, à la différence d'un plan d'investissement dans les services publics qui seul peut apporter des améliorations (même de façon incomplète).

Les travailleurs de Guyane ont eu raison de se mobiliser pour plus d'investissements publics et contre les logiques de privatisation des services publics à l'œuvre au nom de la rigueur budgétaire. Par leur détermination ils ont montré que l'unité des travailleurs (avec le soutien ample de la population) et le blocage de l'économie pouvaient faire reculer l'État et le capital, et permettre d'obtenir, même de façon provisoire, l'amélioration des conditions de vie matérielle des opprimés. Dans une ambiance morose où le mouvement ouvrier français a subi des défaites successives ces dernières années face aux offensives du patronat et du gouvernement, cette lutte est une lueur d'espoir.

Il est aussi notre devoir, en tant que communistes et sincères militants anti-impérialistes, de dénoncer le traitement honteux que réserve l'État français à nos frères et sœurs des territoires ultramarins qui se retrouvent maintenus dans un ordre colonial injuste et inhumain. Nous devons soutenir leurs revendications nationales et autonomistes mais aussi œuvrer en métropole pour la révolution socialiste qui sera à même de les libérer du même coup de l'oppression coloniale et du capitalisme.

**Solidarité avec les travailleurs de Guyane dans leur combat ! Seule la lutte paie !**

**Halte au pillage des ressources de la Guyane par les monopoles français !**

**À bas la politique coloniale de la France à l'égard de la Guyane !**

**C'est ensemble, travailleurs français et d'outre-mer, que nous pourrions détruire la bête immonde qu'est l'impérialisme français !**



## Les Toray à Abidos (64)

# UN POUR TOUS ET TOUS POUR UN !

*Sur le complexe industriel chimique de Lacq (64) est implantée l'usine Toray (multinationale japonaise), usine de fabrication de fibres de carbone. Cette entreprise fonctionnant en 3x8 emploie 440 salariés et la CGT s'y est bien développée depuis maintenant quelques années.*

A la mi-juin, un jeune ouvrier de l'entreprise a une légère altercation avec sa supérieure, pour le refus d'un « bonjour » et le non port de son casque alors qu'il se trouvait face à son ordinateur. Il est convoqué la semaine suivante à un entretien préalable au licenciement.

Le verdict tombe le lundi 10 juillet à 19h : le délégué syndical CGT reçoit l'information que la direction a notifié au jeune son licenciement. Le soir même, l'équipe de nuit se rassemble avant que chacun ne prenne son poste et décide collectivement de faire grève pour la réintégration immédiate du camarade.

Les grévistes accueillent alors les ouvriers de matin et les premiers ouvriers de jour afin d'expliquer la situation. De façon et à l'unanimité l'ensemble des ouvriers décident la poursuite de la grève. Lors de la rencontre entre les ouvriers de nuit et de matin, un agent de maîtrise prendra la parole pour expliquer que tout en pouvant actuellement espérer une promotion, il serait quand même gréviste car il ne s'agissait pas d'une augmentation de quelques euros de nos salaires, mais de la solidarité avec l'un des nôtres. Son intervention entraînera les agents de maîtrise dans le mouvement, fait quasiment inédit dans cette usine. La grève s'amplifie progressivement, entraînant chaque jour de nouveaux arrêts des lignes de production. Des assemblées générales, organisées par les militants CGT qui restent parfois 24h d'affilée dans l'usine en grève, se produisent chaque jour. La grève s'étend à tous les ateliers, fait aussi inédit dans cette entreprise.

Lors de ces assemblées, de véritables débats ont lieu entre les ouvriers, qui dépassent largement le cadre du licenciement de notre camarade, sur les conditions de travail, les rémunérations, l'ambiance, etc. La direction tente dès le premier jour, par ses interventions, de justifier le licenciement devant les ouvriers rassemblés. L'effet sera l'inverse de celui escompté, cela fera monter d'un cran la colère chez les travailleurs.

La grève continue, la grève s'étend à la deuxième usine Toray du complexe de Lacq et la quasi-totalité de la production est à l'arrêt. Les médias locaux et nationaux diffusent des articles sur cette grève. Divers militants CGT des usines voisines visitent les piquets de grève, le syndicat CGT reçoit des messages

de soutien d'organisations politiques mais aussi d'autres syndicats CGT en France.

La direction menace, intimide la CGT qui comprend lors d'une convocation à un CE extraordinaire qu'elle ne réintègrera pas notre camarade. Elle trouve insupportable que le syndicat, les grévistes ou même les salariés puissent se mêler de leur décision disciplinaire, après tout, comme ils le disent, ce sont eux les « patrons » ! Ce serait pour eux perdre la face devant nous !

La CGT n'a pas cédé et la direction est dos au mur. Après une semaine de grève un accord de fin de conflit est trouvé, la direction cède des avantages non négligeables au jeune licencié.

Malgré le fait que notre camarade n'est pas été réintégré, c'est une victoire pour les ouvriers. Premièrement, la solidarité spontanée qui s'est opérée entre tous les ouvriers forge une unité de lutte pour l'avenir, le « un pour tous, tous pour un » a largement marqué les esprits. Deuxièmement, les ouvriers ont politiquement remis en cause leur direction sur une injustice, ce qui constitue un pas vers un niveau supérieur de la conscience de classe au sujet du caractère exploiteur de leur direction. Dernièrement, la parole libérée durant les piquets de grève, lors des assemblées générales, une élévation du débat syndical.

Cette grève n'a été possible que grâce à deux facteurs principaux : Une organisation syndicale qui s'est structurée au fil des ans sur des bases politiques classe contre classe, qui a déployé une énergie furieuse dans cette grève (des militants Cgt qui se déplaçaient partout et inlassablement pour discourir aux travailleurs et organiser des rassemblements); et une spontanéité exemplaire des ouvriers grévistes face à une injustice. Fait important, aucun des 200 grévistes n'avait un quelconque intérêt pécuniaire dans cette grève, ils l'ont fait en solidarité avec l'un des leurs.

**Cette grève casse l'individualisme,  
casse les divisions entre les travailleurs,  
elle forge l'unité !**

**Multiplions les ripostes et les offensives de ce type  
contre la bourgeoisie !**

**Chaque ouvrier solidaire de sa classe, la classe ouvrière solidaire de chacun de ses membres !**



## ***Les politiques économiques des gouvernements n'ont pas pour objectif le bien-être des populations !***

Au sein de l'économie mondiale, les sources de conflits vont s'accroissant, ce qui implique forcément des dissensions sur le plan politique. Selon l'angle de vision propre à chacun des représentants de la classe capitaliste, les appréciations qu'ils formulent varient.

Abstraitement parlant, le rôle des organismes supranationaux tels que le FMI ou l'OMC, est d'œuvrer dans la mesure du possible en faveur d'une gestion collective du système capitaliste à l'échelle mondiale, de façon à porter la création de plus-value et l'accumulation des capitaux, dans leur totalité, à une dimension maximum. De fait, leur action consiste à jouer les médiateurs dans le but de désamorcer les facteurs de crise provoqués par la concurrence entre les multiples pôles d'accumulation du capital. Ainsi, dernièrement, ces institutions se montrent préoccupées. Par exemple, à l'occasion de l'assemblée commune entre le FMI et la Banque mondiale tenue en avril dernier, Christine Lagarde, directrice générale du FMI a déclaré: « *Il ne faut pas mettre en péril le moteur du commerce, qui a alimenté la croissance et qui est un élément crucial de la productivité* » (AFP, 20/4/2017). Ces recommandations sont motivées par la multiplication de prises de positions, de la part de responsables politiques tels que Marine Le Pen ou Donald Trump, en faveur de mesures protectionnistes.

Le terme protectionnisme désigne l'application d'un ensemble de mesures visant à protéger l'économie d'un pays contre la concurrence étrangère au niveau du commerce extérieur. Il s'agit ainsi de restrictions apportées au principe du libre-échange. En élargissant le champ d'actions concerné, les partisans du protectionnisme préconisent aussi des mesures censées stimuler activement le développement de l'économie nationale. Cependant, les protagonistes du libre-échange, eux non plus, ne se soucient nullement de développer un commerce mondial équilibré, bénéfique pour l'ensemble de la population du globe. Au sein du monde capitaliste, n'existe aucune harmonie collective.

Aujourd'hui l'économie mondiale est régie par les rapports de production capitalistes tels qu'ils se sont établis à travers un développement à partir de leur essor au 19<sup>e</sup> siècle, en passant par l'époque des empires coloniaux, et ayant atteint le stade de l'impérialisme capitaliste caractérisé par la formation de groupements industriels et financiers en situation de monopole ou oligopole. Dans ce cadre, les relations entre les états nationaux et

les centres d'accumulation de capitaux sont devenues complexes. Il n'y a plus de lien mutuel direct entre un état donné et un ensemble délimité de capitalistes que l'on pourrait désigner comme "sa" classe capitaliste au même titre que l'on parle de "sa" population. Ces centres d'accumulation de capitaux ne sont pas pour autant devenus des entités pouvant régner sur le monde en s'affranchissant totalement des états nationaux et de leurs gouvernements. Dans chaque état, le rôle des institutions qui forment ce que l'on appelle l'appareil d'état, consiste toujours à assurer la domination de la classe capitaliste exploiteuse sur la classe ouvrière exploitée et sur l'ensemble de la population. Mais à l'époque des empires coloniaux, le système économique mondial était compartimenté selon des démarcations affirmées formellement, tandis que maintenant la complexité des connexions économiques croisées, multiformes, aux délimitations mouvantes, s'est fortement accentuée. Les différents aspects des politiques protectionnistes s'inscrivent dans ce contexte.

Ce qui compte en premier lieu du point de vue d'un gouvernement dans sa fonction territoriale, ce sont: sur le plan économique, la balance des paiements (qui inclut la balance commerciale) ainsi que le budget (c'est-à-dire les impôts et les taxes), et sur le plan politique, sa capacité de maintenir intacte la domination de la bourgeoisie au sens générique. Les divers discours propagandistes concernent en grande partie ce dernier domaine (Chirac et la fracture sociale, Le Pen et les immigrés, Hollande et l'union nationale contre le terrorisme, etc.). Les dilemmes économiques proviennent de la nécessaire conciliation entre le fonctionnement générale de l'économie "nationale" et les intérêts des capitalistes dont les investissements sont liés d'une façon ou d'une autre avec le pays.

### **Le Front national, en France**

En France, le programme de Marine Le Pen comporte des mesures relevant du protectionnisme. Il prétend favoriser les entreprises qui produisent sur le territoire national, dans le but affiché de développer l'emploi. De façon ciblée, il prévoit une taxe pénalisant les entreprises considérées comme françaises mais qui vendent en France des produits importés par le biais d'une filiale à l'étranger. Les formulations à ce sujet varient. En 2012, Marine Le Pen déclare: « *Un signal très clair sera don-*

*né: vous vendez en France, alors vous produisez en France! C'est pourquoi il faudra taxer à hauteur de 35% l'industrie automobile qui ne réalise pas au moins la moitié de sa production sur le sol français.* »(1) En 2017: « Chaque produit qui sortira d'une usine délocalisée afin d'être revendu sur le marché français sera taxé à hauteur de 35%. »(2) Elle inclut d'ailleurs les prestations de services: «*Mon projet pénalisera financièrement par une taxe de 35% également les délocalisations de prestations de services dont abusent tant de grandes entreprises françaises.* »(3) Une "contribution sociale" serait prélevée sur l'ensemble des biens et des services importés, d'un montant de 3%. Cette mesure, étant en elle-même protectionniste, servirait à financer une "prime de pouvoir d'achat" versée aux salariés et retraités qui touchent moins de 1500 euros par mois(4). Cela s'apparente à une subvention au bénéfice des employeurs, de façon similaire au principe du "revenu universel", mais en l'occurrence non "universel". Il faut souligner que Marine Le Pen s'est prononcée contre un relèvement du salaire minimum, au motif que « *cela entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays* »(5).



Au-delà de ces taxations définies explicitement, le programme du FN adopte le protectionnisme comme principe général, tout en prévoyant des mesures différenciées. Selon Marine Le Pen: « *cela ne fait aucun sens de taxer indifféremment tous les produits provenant de tous les pays. [...] Et il n'y a pas de raison de taxer certains pays de l'Union européenne. Nous taxerons surtout les pays qui font du dumping fiscal et social.* ». Bernard Monot, conseiller de Marine Le Pen sur les questions économiques, indique comme cibles potentielles « *les pays hors UE avec lesquels notre balance commerciale est très déficitaire* » (Les Echos).

### **Trump et le Parti républicain aux USA**

Durant sa campagne électorale et depuis qu'il

a été élu, Trump a annoncé l'instauration d'une "énorme taxe aux frontières" ("big border tax")(6). Au départ cela était censé signifier des tarifs douaniers à l'importation. Cependant les membres républicains de la Chambre des représentants projettent un autre dispositif, élaboré antérieurement à la désignation de Trump comme candidat de leur parti. Ce projet (dit "border adjustment tax") vise à instaurer - comme le nom l'indique - un impôt sur les sociétés comportant un ajustement à la frontière dont le mécanisme passe par la détermination de l'assiette pour l'impôt sur les sociétés. Le montant de cet impôt, au lieu d'être basé sur les bénéfices tels qu'ils sont pris en compte normalement (total des revenus moins le total des coûts), ne prendrait pas en compte les importations dans les coûts ni les exportations dans les revenus. Le taux serait en outre baissé de 35% à 20%. Le fait est que dans ce domaine, comme dans certains autres, Trump tente à assumer des choix propres qui diffèrent des positions du Parti républicain. Selon la vision de Trump, les taxes à l'importation devraient être ajustées pays par pays, selon un principe de réciprocité, en fonction du taux que le pays concerné fait supporter aux exportations venant des USA (reuters, 12/4/17).

Il est certain qu'au sujet des mesures protectionnistes, les appréciations de la part des secteurs de l'économie nationale des USA varient.

Les entreprises qui produisent de l'acier sont demandeurs à cet égard. La branche se trouve dans une situation difficile. En 2015, selon un classement au niveau mondial selon la quantité produite, la plus grande société US, Nucor Corp, vient en 14e place avec 19,62 millions de tonnes, puis U.S. Steel vient en 21e place avec 14,52 millions de tonnes (par comparaison, en 1re place ArcelorMittal avec 97,14 millions de tonnes)(7). Ces sociétés sont presque exclusivement confinées au territoire national US. En 2014, la production mondiale d'acier a réalisé le plus haut niveau jamais atteint, avec 1,66 milliards de tonnes, les prix au niveau international ont fortement baissé, les importations vers les USA ont augmenté considérablement en conséquence(8). En 2016, les producteurs US d'acier ont obtenu l'instauration d'une taxe de 266% sur l'importation d'acier laminé à froid, utilisé pour la fabrication de voitures ainsi que de multiples équipements, en provenance de sept pays dont la Chine. Les fabricants de voiture, ayant évidemment un point de vue opposé, ont réagi, comme par exemple Ford qui s'est adressé à la Commission du commerce international US (International Trade Commission, USITC). Trump, en prenant sa fonction, avait eu recours à Dan DiMicco, ex-PDG du groupe Nucor mentionné ci-dessus, comme conseiller. Mais dans ce cas aussi, il se heurte à des divergences avec le Parti républicain. Il annonce que tout projet d'infrastructure publique devra utiliser de l'acier produit dans le pays. Cependant dans le passé, les législateurs républicains ne se sont pas montrés favorables à l'idée d'une croissance stimulée par des engagements publics alourdissant les déficits budgétaires. Concrètement, dans le cadre d'une stimulation gé-

nérale du secteur de l'énergie non renouvelable, Trump soutient la construction de l'oléoduc Keystone XL qui devrait renforcer le réseau d'oléoducs Keystone existant reliant des puits au Canada notamment à des terminaux sur la côte du Texas. Or, à ce sujet, l'année dernière, les républicains ont bloqué un amendement exigeant qu'uniquement de l'acier US devrait être utilisé pour le pipeline(9).

L'industrie US de l'aéronautique, exportatrice, est favorable au système envisagé de "l'ajustement à la frontière"(6). L'inverse est le cas du point de vue de l'UE (Les Echos). Les USA représentent 23% des exportations du groupe Airbus. Celui-ci est certes implanté aux USA mais près de 90% des pièces assemblées dans ce pays viennent de l'étranger. Toute la filière serait touchée, car les sous-traitants, eux aussi, font fabriquer des pièces élémentaires au Mexique ou en Chine.

La position du secteur de l'agriculture des USA est caractéristique en ce qui concerne les implications indirectes des politiques protectionnistes. Les états fédéraux où se trouvent les grandes exploitations agricoles ont massivement favorisé Trump à l'occasion des élections. Le secteur est largement exportateur, notamment en direction du Mexique. Or les milieux d'affaires concernés voient déjà des signes annonciateurs de répercussions négatives; l'expérience a montré qu'une guerre commerciale engagée par les USA entraîne souvent des ripostes visant l'agriculture US(10).

### **l'impérialisme capitaliste combine défense, agression, domination**

Le fond de la question des mesures protectionnistes réside dans ces connexions multiples entre d'une part, les responsables politiques et d'autre part, les représentants directs sur le plan économique, de différentes fractions de la classe capitaliste.

Du point de vue général, les interprétations pseudo-théoriques relèvent, au gré des inclinaisons prédéterminées ou des humeurs du jour, de deux catégories; elles considèrent que le résultat du protectionnisme, "au bout du compte" est - bénéfique aux yeux des uns, - néfaste aux yeux des autres. Dans les deux cas prévalent l'approximation et l'exagération de discours essentiellement propagandistes. Par exemple, au sujet de la taxe d'ajustement aux frontières, ses promoteurs prétendent que l'effet à l'export et à l'import s'équilibre, soit par une réévaluation induite de la monnaie nationale, soit par une augmentation induite des prix et des salaires intérieurs. Il y a néanmoins des commentaires exprimant une vision plus nuancée: « *Personne sait avec certitude ce qui arriverait en réalité. Si l'économie ne réussit pas à s'ajuster, les importateurs payeront beaucoup plus de taxes, et les exportateurs obtiendraient une aubaine. Tout ajustement serait douloureux.* »(6)

Quant à Marine Le Pen, elle ne trouve guère de soutiens du côté du grand capital au sujet de son programme économique protectionniste, voire isolationniste, bien que ses discours nationalistes bénéficient d'accointances considérables. Jusqu'à nouvel

ordre, la bourgeoisie française ne fait pas le choix d'une stratégie impérialiste nationale séparée; elle maintient son association avec les autres pays d'Europe, notamment l'Allemagne, à travers le cadre de l'UE. La partie économique du programme du FN reste un annexe subordonné à la vision purement idéologique nationaliste, xénophobe, résumé par exemple ainsi: « *Nous sommes David contre Goliath, c'est avec notre amour pour notre pays, que nous terrasserons la soumission, l'abandon, la capitulation, la trahison que l'on cherche à imposer à notre peuple.* » (La Dépêche 27/4/17) Par comparaison, la politique impulsée par Donald Trump pour les USA articule de façon effective conjointement les deux aspects que sont protectionnisme et agressivité impérialiste.

Il faut noter ici que les mesures protectionnistes enfreignent le principe du libéralisme, défini comme "doctrine économique qui privilégie l'individu et sa liberté ainsi que le libre jeu des actions individuelles conduisant à l'intérêt général". Ce fait met en lumière le caractère erroné des orientations politiques qui prétendent attaquer les maux engendrés par le capitalisme en dénonçant le "néolibéralisme" comme source de tous les malheurs. Par ailleurs, un aspect significatif impliqué par le principe de "l'ajustement à la frontière" dépasse la sphère purement commerciale. L'application de cette taxation pourrait inciter des sociétés étrangères ayant une large clientèle aux USA à racheter des sociétés implantées dans ce pays. C'est une indication claire du fait que la bourgeoisie, au niveau d'un pays impérialiste donné, ne se soucie pas de savoir si telle entreprise ou grand groupe est authentiquement "de souche" : elle tient surtout à être membre, d'une façon ou d'une autre, des cercles dominants sur place, politiquement et économiquement. L'objectif primordial est de maintenir autant que possible à l'état concerné un statut de grande puissance pouvant rivaliser avec les autres impérialismes.

(1) Marine Le Pen, Discours à l'occasion de la galette présidentielle organisée à Saint-Denis, 9/1/2012.

(2) <https://www.marine2017.fr/carnets/whirlpool-amiens-nefermera/>

(3) Marine Le Pen, Discours ..., 9/1/2012.

(4) Marine Le Pen, Assises présidentielles de Lyon, 5/2/2017.

(5) Marine Le Pen, Invitée de la matinale d'Europe 1, 25/1/2017.

(6) How America's border-adjusted corporate tax would work", The Economist, 13/2/2017.

(7) <https://www.worldsteel.org/en/dam/jcr:1568363d-f735-4c2c-a1da-e5172d8341dd/orld+Steel+in+Figures+2016.pdf>

(8) Mark J. Perry: "US steel tariffs: A case study in protectionism, economic losses on net, and 'legal plunder'", 2/6/2016.

(9) Mark O'Hara: "Weighing Trump's Mettle: Will He Be a Game Changer for US Steel?", 10/11/2016.

(10) Jessica Holzer: "Wary of Protectionism, U.S. Agriculture Wages Charm Offensive to Save Mexican Exports", Foreign Policy, 23/3/2017.

**RETROUVEZ DES ANALYSES  
SUR LE PROTECTIONNISME**

**VDC N°19: <http://rocml.org/vdc->**

## 1917-2017: LA REVOLUTION D'OCTOBRE

# DEMOCRATIE PROLETARIENNE ET POPULAIRE

L'année 2017 est l'année du centenaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. En dehors des commémorations et festivités liées à cet évènement historique pour le prolétariat mondial en général et de Russie en particulier, c'est l'occasion de procéder à une analyse du caractère profondément démocratique et prolétarien de la révolution d'octobre 1917. En effet, Octobre 1917 constitue la première instauration du pouvoir du prolétariat en armes uni à la paysannerie sous la direction de son avant-garde, le parti communiste bolchevik.



C'est un évènement historique sans précédent depuis la commune de Paris en 1871. Pour la première fois le prolétariat prenait le pouvoir en tant que classe contre la bourgeoisie et l'autocratie, pour le socialisme. La victoire de la révolution d'octobre anéantissait les théories opportunistes des sociaux-traitres de la Seconde Internationale et confirmait dans les faits la juste théorie léniniste selon laquelle « *La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste* » (Lénine, *"La guerre et la social-démocratie russe, octobre 1914."*)

Sur cette base révolutionnaire de classe et profondément internationaliste, le parti bolchevik dirigé par Lénine a su transformer la révolution démocratique bourgeoise de février 1917 en révolution socialiste qui a instauré la démocratie prolétarienne suivant le mot d'ordre de « *tout le pouvoir aux soviets !* ».

Avant d'en arriver là, le mouvement révolutionnaire en Russie, intensifié par la guerre impérialiste mondiale, devait franchir une première étape, celle du renversement de l'autocratie tsariste. Cette première étape était un préalable à la révolution socialiste et devait en ouvrir la voie. « *La guerre impérialiste devait, par une nécessité objective, hâter infiniment et aggraver plus que jamais la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ; elle devait se transformer en guerre civile entre classes ennemies.*

*Cette transformation a commencé avec la révolution de février-mars 1917... » (Lénine, Lettres de loin, Lettre 1 : "La première étape de la première révolution", mars 1917.)*

Et cette transformation s'est poursuivie durant les mois qui ont suivi la révolution bourgeoise de février, jusqu'à octobre. Durant tout ce temps les manœuvres de la bourgeoisie au sein du nouveau pouvoir représenté par le gouvernement provisoire et appuyé par les soviets alors aux mains des menchéviks et des socialistes révolutionnaires, n'ont cessé de mettre à jour les contradictions de classe irréconciliables entre la bourgeoisie et le prolétariat ; bourgeoisie belliqueuse qui maintient le pays dans la guerre à tous prix au titre de ses engagements avec les puissances de l'entente et qui défend les propriétaires fonciers et grands capitalistes nationaux au détriment des ouvriers et de la paysannerie pauvre.

En février 1917 a été mis à bas le régime tsariste autocratique, par une conjonction passagère des forces du prolétariat et des aspirations de la bourgeoisie. Les mois qui suivirent ont mis en relief le caractère de classe du pouvoir et de la guerre d'alors, ils ont permis de façon accélérée à la classe ouvrière de prendre conscience des antagonismes irréconciliables l'opposant à la bourgeoisie, et de son rôle historique. Si bien que dans ce court laps de temps d'à peine quelques mois le gouvernement provisoire de la bourgeoisie et des menchéviks et autres S-R est passé de progressiste à réactionnaire et a été renversé par le prolétariat russe conduit par les bolcheviks qui étaient les seuls à avoir un programme révolutionnaire, démocratique et prolétarien.

Ce programme tient en trois mots qui le symbolisaient alors : la terre, le pain, la paix. La terre, c'est l'expropriation des gros propriétaires fonciers et féodaux et la remise de leurs biens aux paysans pauvres.

Le pain, c'est la fin de l'exploitation des masses laborieuses qui s'approprient le fruit de leur travail.

La paix, c'est la fin de la guerre impérialiste qui ravage l'Europe depuis déjà trois ans et où le prolétariat des deux camps sert de chair à canon aux puissances capitalistes pour maintenir ou étendre leur domination du monde.

C'est sur cette base que sont représentés les intérêts des larges masses d'ouvriers, de paysans et de soldats, c'est-à-dire de la majorité du peuple, et c'est contre cela que luttent la bourgeoisie et ses représentants de tous horizons en s'appuyant sur le gouvernement provisoire.

Le contenu fondamental de la démocratie prolétarienne, c'est le pouvoir plein et entier du prolétariat c'est-à-dire de la majorité, sur la bourgeoisie c'est-à-dire la minorité ; à l'inverse de la démocratie bourgeoise où c'est la minorité exploitée qui opprime la majorité constituée par les travailleurs. Et la forme de ce pouvoir, le plus démocratique qui ait existé jusqu'alors, ce sont les soviets d'ouvriers et de soldats. Lénine et les bolcheviks ont théorisé cela et ils sont les premiers, alors même que les soviets suivent encore majoritairement les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, à proclamer dans leur agitation : « Tous le pouvoir aux soviets ». Au contraire, la bourgeoisie s'appuie sur le gouvernement provisoire afin de maintenir son pouvoir. En cela le gouvernement provisoire devient une force réactionnaire et anti-ouvrière.

Malgré cela les sociaux-démocrates de droite continuent, tout en soutenant les soviets de manière formelle tant qu'ils se cantonnent à être un instrument d'opposition et d'organisation ouvrière, à s'opposer résolument à l'idée que les soviets deviennent la forme de l'organisation de l'État. Pour eux cela constitue une dérive, une atteinte à la « démocratie » bourgeoise qui, avec son parlementarisme, prétendument suffirait à porter au pouvoir la « majorité », autrement dit le peuple face à la minorité, c'est-à-dire les exploités. Cette analyse relève de tout sauf du marxisme car elle nie le caractère de classe de l'État, qui est un instrument d'oppression d'une classe par une autre et qui sous le capitalisme, quelle que soit sa forme et aussi démocratique qu'il soit, est un instrument entre les mains de la bourgeoisie.

L'analyse marxiste de la forme de l'État est développée de façon magistrale dans l'ouvrage de Lénine « *l'État et la révolution* ». Dans « *l'État et la révolution* » Lénine met notamment l'accent sur l'opportunisme des socialistes de droite de la Seconde Internationale qui, à l'instar de nos réformistes actuels, nient la révolution prolétarienne et placent les luttes du prolétariat à la remorque du parlementarisme bourgeois ; dans ce but il cite K. Kautsky : « ...le but de notre lutte politique reste donc, comme par le passé, la conquête du pouvoir d'État par l'acquisition de la majorité au parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement ». Voilà une conception reconnaissant la révolution en paroles mais y renonçant dans les faits, puisqu'elle consacre les institutions bourgeoises. Partant de là, Lénine fait remarquer à raison que : « *La pensée de Kautsky ne va pas au-delà d'un "gouvernement allant au-devant des besoins du prolétariat", c'est un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847, quand le Manifeste communiste proclamait "l'organisation du prolétariat en classe dominante"* ». La démocratie prolétarienne quant à elle se reconnaît non pas dans

le parlementarisme bourgeois tronqué, quand bien même il donnerait la majorité temporaire au prolétariat, mais au contraire dans le principe marxiste-léniniste de la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat constitue la forme la plus avancée de la démocratie en ce qu'elle constitue un élargissement considérable de la démocratie qui devient pour la première fois la démocratie des pauvres et des opprimés et non plus celle des riches exploités. En même temps que cette élargissement de la démocratie, le pouvoir prolétarien né de la lutte de classe la raffermît en excluant de la démocratie les exploités, les capitalistes et leurs représentants. Dans « *l'État et la révolution* » Lénine définit la dictature du prolétariat comme suit : « *Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploités, les oppresseurs du peuple ; telle est la modification que subit la démocratie lors de la transition du capitalisme au communisme.* »

Les soviets constituent la forme de la démocratie prolétarienne car dans ces assemblées, c'est le peuple en arme qui organise lui-même son pouvoir, à l'opposé du gouvernement provisoire bourgeois.

C'est fort de cette analyse politique de la situation et de son influence grandissante dans les soviets que le parti bolchevik sous la direction de Lénine prend la décision de renverser le gouvernement provisoire dirigé à ce moment-là par Kerenski, afin d'instaurer pleinement le pouvoir des soviets. Le 25 octobre 1917 voit les gardes rouges investir le palais d'hiver et arrêter le gouvernement provisoire de la bourgeoisie ; ce jour-là, est proclamée la république des soviets et la démocratie prolétarienne.

Face à cela les forces politiques représentant les différentes couches de la bourgeoisie mais aussi la réaction tsariste vont toutes sans exceptions, des tsaristes aux menchéviks en passant par les libéraux, opposer au pouvoir des soviets le sabotage et la violence, si bien qu'en juin 1918 les représentants sociaux-révolutionnaires et menchéviks seront exclus des soviets et passeront complètement du côté de la réaction.

C'est le début d'une guerre civile et qui plus est d'une véritable guerre de classe qui durera quatre ans et qui verra le prolétariat de Russie et les combattants de l'armée rouge des ouvriers et des paysans sortir vainqueur du conflit face à la réaction intérieure, aux russes blancs et à l'intervention extérieure de quatorze états coalisés contre le jeune pouvoir soviétique.

**LIBRAIRIE DU ROCML**  
Sur le site: <http://rocml.org/librairie/>  
**A commander à nos militants**



## Venezuela: CONCURRENCE ACHARNÉE ENTRE FAUX DÉFENSEURS DE LA DÉMOCRATIE

Avec l'élection de Hugo Chávez comme président, en 1998, le Venezuela est devenu un point particulièrement instable au sein du système capitaliste impérialiste mondial. Depuis, l'évolution des conflits a été marquée par deux points culminants: le 12 avril 2002 une tentative de coup d'état, qui est avortée le lendemain; en 2014 la chute brutale du prix du pétrole. Entre les deux, se situe le décès de Chávez, auquel a succédé Nicolás Maduro comme président. Dans ce contexte, les forces politiques mises en échec durant la période de 2002-2004 sont revenues à la charge.

D'un côté de l'échiquier politique, à partir de 2005, Chávez a promu comme perspective le "socialisme du 21<sup>e</sup> siècle". Depuis, le régime "bolivarien" persiste à maintenir cette fiction frauduleuse. Par exemple, Maduro énonce: « Aujourd'hui, il nous revient à nous, de porter haut le drapeau du socialisme bolivarien, [...], chrétien du 21<sup>e</sup> siècle [...]! » (Granma, 30/11/16) Et Fernando Soto Rojas, lorsqu'il préside à l'installation de la nouvelle Assemblée constituante, affirme: « [Nous irons] en avançant vers la construction d'une société sans classes, sans dominants ni dominés. » (Summarium, 4/8/17)

Quant aux forces politiques hostiles au régime, rassemblées dans une coalition dénommée MUD, elles posent en démocrates combattant la dictature. Voici un extrait d'un communiqué de ce regroupement: « *Les dernières mesures prises par le régime de Nicolás Maduro constituent une manifestation évidente de la dictature que celui-ci impose, au prix de la violence et de la violation des droits de l'homme. [...] L'unique crime [de Ledezma et Lopez, deux dirigeants de l'opposition, incarcérés] est de lutter pour la démocratie et la liberté, mais avant tout, de compter sur le soutien de l'immense majorité des Vénézuéliens* » (Summarium, 1/8/17)

C'est à partir de 2006 que les groupes oppositionnels forment une coalition dénommée "Table de l'unité démocratique" ("Mesa de la unidad democrática", MUD). Parmi les partis et individus qui la composent, il faut mentionner principalement: le parti Action démocratique (Acción democrática, AD); Henrique Capriles Radonski; Leopoldo López.

Le parti AD, créé en 1941, est le parti prédominant dans le pays, adhérent depuis 1966 à l'Internationale Socialiste créé en 1951.

Henrique Capriles Radonski a activement participé aux actions liées à la tentative de coup d'état du 12 avril 2002. En particulier, ce jour-là il organisait devant l'ambassade de Cuba à Caracas, capitale du pays, un rassemblement qui menaçait de tourner à l'affrontement violent.

Leopoldo Eduardo López Mendoza, en bref Leopoldo López, a fait des études à l'École John F. Kennedy de Gouvernement (Kennedy School of Government), au sein de l'Université de Harvard. De 1996 à 1999 il occupait un poste d'assesseur économique à la société public pétrolière PDVSA. En 1998 l'Association Civile "La justice d'abord" créée par Lopez reçut une subvention de PDVSA; il se trouve qu'à l'époque la mère de López, Antonieta Mendoza, occupait le poste de gérante des affaires publiques de la division services de PDVSA et était membre du conseil d'administration. Derrière cette subvention, il y a un lien avec un fonds US, la Fondation Inter-Américaine (Inter-American Foundation, IAF). L'IAF représente un programme d'"assistance" qui reçoit des fonds du Congrès US; la fondation est formée par des ex-volontaires du Peace Corps US, une agence fédérale indépendante créée dans les années 1970 par l'ex-président John Kennedy. Dans les années 1990 fut établie une coopération pour une période de huit ans entre l'IAF et PDVSA pour financer conjointement des initiatives au Venezuela. "La justice d'abord" reçoit à cette époque aussi des subventions de la part de l'International Republican Institute (IRI), ayant siège à Washington et présidé par John Mc Cain, du Parti républicain. L'IRI à son tour reçoit des financements de la part de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy, NED) et de l'Association internationale de développement (AID).

### Une situation de blocage sans perspective positive pour les masses populaires

La situation qui prévaut actuellement au Venezuela tient son origine la plus directe dans les élections à l'Assemblée nationale qui ont eu lieu le 6 décembre 2015. La coalition d'opposition au régime en place, rassemblée dans la MUD, a obtenu 112 mandats

sur 167, ce qui lui assure la majorité qualifiée. Le parti officiel du régime, Parti socialiste uni de Venezuela (Partido Socialista Unido de Venezuela, PSUV) a obtenu 55 mandats.

La coalition du MUD peut sur cette base approuver des lois organiques, proposer des réformes et amendements constitutionnels et remplacer des membres du Tribunal suprême de justice ainsi que du Conseil national électoral et des autres pouvoirs publics, ceci cependant sous réserve d'une approbation de la part d'organes encore dominés par le régime en place. La prérogative de nommer le gouvernement revient toujours au président Maduro, mais l'assemblée peut interpellier le vice-président et ses ministres, et approuver sa destitution.

Les "chavistes" lancèrent alors une procédure auprès des instances compétentes, à l'issue de laquelle certains des mandats de la MUD sont invalidés au motif de fraude électorale. À partir de là, se déroule une guerre de tranchées entre les deux camps, qui chacun de son côté considère l'autre comme dépourvu de légitimité. Les doutes pesant sur le déroulement des élections peuvent être considérés comme justifiés, mais il est manifeste néanmoins que le régime "chaviste" a perdu l'adhésion de la part de larges masses populaires. Depuis, les formations politiques de la MUD se sont efforcées de faire croire d'avoir rassemblé autour de leur coalition les composantes de la population qui se sont éloignées du "chavisme". Ce n'est absolument pas le cas, et la MUD a dû admettre ce constat: en effet, malgré certaines manifestations d'envergure, la campagne visant à faire tomber définitivement le régime au moyen d'une mobilisation dans la rue, a fini par perdre son entraînement.

Dans ce contexte justement, la fausseté de la fiction de la MUD comme défenseur de la "démocratie" contre la "dictature" est devenue d'autant plus reconnaissable. Est passé à l'avant de la scène, le mode d'action impulsé par la fraction d'extrême droite au sein de la MUD: ce qu'on appelle les "guarimbas", c'est-à-dire des interventions de groupes ne comptant pas sur le nombre mais sur la force violente. Il s'agit notamment de barrages de routes effectués par quelques dizaines d'individus visant à perturber la circulation au quotidien des habitants, ou de rassemblements de manifestants fortement équipés pour engager des affrontements violents. Au cours de ce type d'actions, organisées du côté des quartiers plutôt bourgeois, ont perdu la vie des passants, brûlés vifs, pris pour cible parce que par leur apparence - notamment leur couleur, non blanche - ils pouvaient être classés comme n'étant pas des sympathisants des manifestants. Par ailleurs, sont intervenus des actes de pur sabotage, tels que des incendies de dépôts alimentaires, dans le but d'ac-

centuer la pénurie de vivres, etc. À l'égard de ces faits, existe une implication d'éléments paramilitaires organisés en lien avec l'extrême droite en Colombie.

Quant aux violences qui sont imputées aux forces politiques "chavistes" par la propagande hostile relayée par les médias, les allégations sont en majeure partie infondées. Les procédés de falsification à cet égard sont variés: le nombre de victimes associées à des manifestations pro-régime inclut des cas sans aucun lien avec l'évènement, quand il ne s'agit pas purement et simplement de mensonges.

Cependant, ce constat quant au caractère profondément réactionnaire des forces politiques hostiles au régime en place, ne change rien au fait que ce dernier n'est qu'une forme particulière de la domination de la classe capitaliste sur la société. À ses origines, grâce à certaines mesures concrètes prises en faveur des masses populaires, il bénéficiait d'un fort soutien parmi la population. La dure réalité a fait prendre conscience progressivement du caractère illusoire des discours officiels. Dans ce contexte, les tenants actuels du pouvoir sont acculés à avoir recours à de purs artifices en termes de "démocratie" parlementaire. Dans un premier temps, en ripostant à l'installation d'une opposition majoritaire à l'assemblée nationale, le régime s'est retranché derrière des procédures d'invalidation cautionnées par des personnes occupant des responsabilités dans certains organes du pouvoir, lesquels selon l'interprétation officielle disposent des compétences nécessaires. Cela n'ayant pas suffi pour stabiliser le régime, il tente actuellement de court-circuiter l'assemblée nationale par un dispositif plus radical, celui d'une "assemblée nationale constituante". L'élément clé de la manœuvre réside dans le mécanisme choisi pour l'élection de cette assemblée. L'élection s'est fait sur la base non pas des partis politiques, mais de candidatures individuelles, réparties entre deux domaines parallèles, l'un territorial, l'autre sectoriel; la catégorisation par secteurs comprend notamment les travailleurs ainsi que, séparément, les entrepreneurs. Les détails de ce dispositif ont été définis de manière à assurer une probabilité maximale à ce que le régime garde la maîtrise des mesures qui seront votées. Le gouvernement joue le tout pour le tout en déclarant que cette assemblée est omnipotente: « *L'Assemblée nationale constituante peut exercer toutes les attributions, et chacune des attributions, qui reviennent à l'actuelle Assemblée nationale* » (America Economía, 17/6/17) Et l'Assemblée constituante n'est pas limitée dans le temps: elle peut durer « des années ».

**ANALYSE A LIRE  
EN INTEGRALITE SUR LE SITE**

Pour enjoliver cette manipulation des organismes parlementaires, le régime maintient sa propagande: « *Même l'élection du président de la république n'est aussi générale, aussi citoyenne, n'appartient autant à toutes et à tous, que celle de l'ANC* » (telesur, 30/5/17)

## Un pays capitaliste inséré dans la chaîne de domination impérialiste

Dès ses origines, le régime n'a fait que perpétuer la société capitaliste. Quelques redistributions des cartes se sont développées. Le problème fondamental, sur cette base, a été et est celui des positionnements face aux puissances impérialistes dominantes. Chávez a œuvré dans le but de soustraire le pays à la domination prépondérante de la part des USA. Abstraction faite de la mystification du "socialisme du 21<sup>e</sup> siècle", il a effectivement fait des pas en ce sens, sans avoir réussi à ce que cela apporte un quelconque progrès réel et durable aux masses populaires. Et il a bien fallu trouver des voies pour compenser les liens rompus. Pendant quelque temps, les rapports noués avec la Chine, s'agissant prétendument d'un "pays socialiste", ont pu faire illusion. La suite des événements, avec la perte des revenus provenant du pétrole, a obligé le régime à abandonner la tactique de jouer au cache-cache.

Un élément particulier met en lumière la situation: ce qu'on appelle l'"Arc minier de l'Orénoque". Des contrats ont été conclus ou sont en perspective, dans la région de l'Orénoque et ailleurs, pour l'exploitation des ressources minières à travers de sociétés mixtes, dans lesquelles l'État se réserve 55% du capital ainsi qu'un pourcentage majoritaire des bénéfices. Un cas parmi d'autres est significatif, celui d'une concession accordée à une société de ce type, dénommée "Siembra Mine-

ra", pour l'exploitation de l'or. Dans ce cas, le partenaire est une société basée au Canada, dénommée Gold Reserve. Il se trouve qu'elle exploitait autrefois ces mêmes ressources, puis avait été expropriée par le gouvernement à l'époque de Chávez. Cette mesure avait évidemment été contestée par Gold Reserve. L'aboutissement est que le gouvernement a renoué les liens d'affaires avec cette société, et pour rétablir la volonté de coopération, a payée intégralement la somme d'indemnisation exigée, avant de mettre à disposition à nouveau les ressources à Gold Reserve comme partenaire. Parmi les autres associés dans le cadre de l'Arc minier de l'Orénoque figurent des sociétés chinoises, China Camc Engineering et Yankuang Group. Autre exemple des enjeux en termes de concurrence inter-impérialiste: l'exploitation de diamants est mise en œuvre en association avec une société d'état angolaise, laquelle par ailleurs coopère avec des sociétés russes.

Ainsi le gouvernement assume finalement, sans sourciller, le statut du pays comme terrain d'exploitation de ressources minières dans le cadre du système impérialiste, et s'en remet à la concurrence inter-impérialiste, qui fait que les prétendants à se substituer aux USA sont nombreux, à condition que cela fasse entrevoir des perspectives de profit.

Il est vain d'envisager des perspectives qui ignorent cette nature de la "révolution bolivarienne", résumées par des slogans telles que: « résister jusqu'au bout », « aller plus loin », « opérer un virage à gauche ». Pour préparer les conditions nécessaires au renversement de la bourgeoisie comme classe dominante, il faut en premier lieu édifier un parti communiste, avant-garde de la classe ouvrière, authentiquement marxiste-léniniste.

## QUI SOMMES-NOUS ?

Le **Rassemblement Organisé des communistes Marxistes Léninistes (ROCML)** est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes.

Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Pour cela, il diffuse la **Voix des Communistes**, qui est sa revue d'analyse politique. Le ROCML participe à toutes les luttes visant à combattre le capitalisme : contre les lois anti-ouvrières, la guerre, la répression,...

**La JCML** est l'organisation de jeunes liée au ROCML.

## CONTACTS

**ROCML**

[roc.ml@laposte.net](mailto:roc.ml@laposte.net)

<http://rocml.org/>



[jcml.nationale@yahoo.fr](mailto:jcml.nationale@yahoo.fr)



#JCML